

Appel de Mandelieu

Déployer des Haltes Soins Addictions partout en France

Réunis à l'occasion du congrès de la Fédération Addiction, nous, associations et acteurs engagés pour la réduction des risques (RdR), la santé et la citoyenneté des personnes consommatrices de drogues, lançons cet appel solennel aux autorités publiques pour le développement de HSA en France et la diversification des pratiques d'accompagnement des consommations dans les dispositifs de réduction des risques et d'addictologie.

« Les Haltes soins addictions (HSA) sont des espaces de consommation supervisée de drogues qui visent à réduire les risques sanitaires et les nuisances liés à la consommation de drogues dans l'espace public » [IGAS, 2025]. Alors que plus de 150 espaces de consommation supervisée ont essaimé dans le monde, dont plus d'une centaine en Europe, la France accuse un retard préoccupant. Avec seulement deux HSA ouvertes depuis 2016, notre pays ne prend en charge que 1 600 personnes, soit moins de 1 % des 342 000 usagers dont les consommations sont estimées problématiques.

Le constat scientifique et administratif est désormais sans équivoque : les HSA sont une plus-value sanitaire majeure qui réduit les pratiques d'injection dangereuses, les risques infectieux (VIH, hépatite C), les surdoses et les affections somatiques. Elles constituent également un outil de tranquillité publique efficace en diminuant les consommations de rue et le matériel abandonné, sans pour autant engendrer de délinquance supplémentaire ou de phénomènes de « deal ». Les évaluations démontrent qu'elles permettent de réduire les coûts liés à la prise en soin des personnes qui consomment des drogues [Inserm, 2021].

Face à la diversification des usages et à la disponibilité accrue des stupéfiants, nous demandons l'application des recommandations de l'IGAS et de l'IGA :

- **Pérennisation et inscription dans le droit commun.** Il est impératif de sortir du régime de l'expérimentation, qui prend fin en 2027, pour inscrire les HSA dès 2026 dans le droit commun. Cette étape est indispensable pour sécuriser les structures existantes et permettre l'ouverture de nouveaux espaces partout où les besoins territoriaux sont objectivés.
- **Diversification des modèles d'accompagnement et répartition de l'offre.** La réponse sanitaire ne peut se limiter au modèle unique des HSA. Nous appelons au déploiement d'espaces de consommation supervisée au sein des dispositifs existants (CAARUD et CSAPA), ainsi qu'au développement d'unités mobiles et de formats modulaires pour toucher les publics les plus désaffiliés.
- **Adaptation aux évolutions des consommations.** L'inhalation de cocaïne basée nécessite une réponse urgente. Nous demandons qu'aux lieux de repos pour usagers de crack soient accolés des espaces de consommation supervisée afin de réduire les nuisances et d'accompagner ces publics extrêmement vulnérables.
- **Un pilotage sanitaire fort et territorialisé.** Les Agences Régionales de Santé (ARS) doivent assumer pleinement leur rôle de pilote en coordonnant la réalisation de diagnostics locaux rigoureux en lien avec les acteurs-trices du territoire pour implanter les structures au plus près des besoins.

- **Lien indissociable entre soin et hébergement.** Pour les usagers en situation de grande précarité, majoritaires dans ces dispositifs, la sortie de la rue est un préalable indispensable à tout parcours de soin durable. Les HSA sont ainsi une composante de dispositifs intégrés de réponse aux besoins sanitaires globaux des personnes concernées auxquels doivent être connectés des dispositifs d'hébergement adaptés.

La réduction des risques est une politique publique qui doit bénéficier d'un portage politique assumé et univoque à tous les niveaux de l'État. Fermer les yeux sur les réalités de la consommation de rue met en danger la vie des usagers et dégrade la tranquillité publique de nos villes. Nous appelons à une mobilisation générale pour que le droit à la santé et la dignité des usagers de drogues ainsi que la tranquillité des habitants ne soient plus une exception, mais une réalité sur tout le territoire.

Organisations initiatrices – membres du GPS Marseille

AIDES

ASUD Mars Say Yeah

Bus Paris/Marseille

Groupe SOS Solidarités

Médecins du Monde

Nouvelle Aube

Vers Marseille Sans Sida et Sans Hépatites

Personnalités

Perrine Roux, Directrice de recherche Inserm, SESSTIM

Aurélié Tinland, psychiatre, AP-HM, CEReSS

Rejoignez-nous, signez l'appel !



[Appel de Mandelieu pour l'ouverture de nouvelles Haltes Soins Addictions partout en France | Framaforms.org](https://www.framaforms.org)